



REVUE DES ETUDES MULTIDISCIPLINAIRES EN SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

N° 2 Juillet 2016

## DETERMINANTS DE L'ENTREPRENARIAT FEMININ AU BENIN

## DETERMINANTS OF WOMEN ENTREPRENEURSHIP IN BENIN

**Dr. Yvette Onibon Doubogan,**

Enseignante chercheure en sociologie du développement

Université de Parakou

BENIN

Email : [yvette.onibon@yodafrik.org](mailto:yvette.onibon@yodafrik.org) / [yvette.onibon@gmail.com](mailto:yvette.onibon@gmail.com)

### Résumé

Cette recherche analyse les déterminants de l'entrepreneuriat féminin au Bénin. Elle s'appuie sur une démarche méthodologique descriptive et analytique qui combine des méthodes sociologique et économétrique en vue de l'analyse des données. La triangulation des résultats révèle que sur le plan social, les femmes sont plus portées vers l'entrepreneuriat lorsqu'elles sont mariées monogames (52,46%), non instruites (53,5% en milieu rural), ou que leurs parents notamment le père n'a aucun niveau d'instruction (82,7%). L'entrepreneuriat féminin est également influencé par le milieu de résidence, car 41,1% des femmes résidant dans le Département urbain du Littoral sont chefs d'entreprise alors que cette proportion est de 1,5% dans le département rural de l'Alibori. Par ailleurs, il apparaît au plan économique, que la situation de richesse du couple et l'accès au crédit, variable fortement influencée par la formalisation de l'entreprise, déterminent la capacité entrepreneuriale des femmes au Bénin.

**Mots clés :** entrepreneuriat féminin, déterminants, caractéristiques de l'entrepreneur, conditions économiques, Bénin

### Abstract

This research analyzes the determinants of women's entrepreneurship in Benin. It relies on a descriptive analytical and methodological approach that combines sociological and econometric methods for data analysis. The triangulation of the results reveals that socially, women are more inclined towards entrepreneurship when they are married monogamous (52.46%), no education (53.5% in rural areas), or their parents in particular the father has no education (82.7%). Female entrepreneurship is also influenced by place of residence, as 41.1% of women living in urban Littoral Department are entrepreneurs while this proportion is 1.5% in the rural department of Alibori. Moreover, it appears economically, the situation of the couple wealth and access to credit, variable strongly influenced by the formalization of the company, determine the entrepreneurial capacity of women in Benin.

**Keywords:** women entrepreneurship, determinants, entrepreneurship's characteristics, economic conditions, Benin

## Introduction

L'économie de marché accorde une importance capitale à l'entrepreneuriat, étant donné son rôle de créateur de richesse et d'accélérateur de croissance. A ce titre, Baumol (1990) montre que si le nombre total d'entrepreneurs varie dans les sociétés, leur contribution à la croissance varie encore plus selon leur allocation dans le temps et l'espace entre des activités plus ou moins productives selon les périodes et les cultures étudiées. L'entrepreneuriat consiste en effet en la capacité d'estimer sans arrêt les conditions et les circonstances économiques afin de percevoir des occasions d'affaires et de proposer de nouveaux produits et services, de meilleure qualité et moins chers.

Les entrepreneurs réorganisent les ressources économiques vers des usages à valeur ajoutée plus élevée. Ils innovent en cherchant de meilleurs processus de production et des façons de réduire les coûts. Ils sont ainsi à l'origine du dynamisme économique et de la capacité à répondre efficacement aux désirs des consommateurs et aux besoins d'autres producteurs et intermédiaires dans le marché. Ils sont ainsi la source de la création de richesse et de ce fait un moteur de la dynamique économique.

Il existe plusieurs approches d'analyse de l'entrepreneuriat dans la littérature notamment l'approche par (i) les traits de la personnalité<sup>1</sup>, (ii) l'approche démographique, (iii) l'approche environnementale et (iv) l'approche interactionniste. Récemment, une nouvelle approche reposant sur le rôle central de « l'intentionnalité » dans le processus d'émergence organisationnelle a été développée. Elle stipule que tout comportement intentionnel peut être prédit par l'intention d'avoir ce comportement. Ainsi, l'intention d'entreprendre peut s'expliquer par l'attrait que représente ce choix pour l'individu et de sa perception de la faisabilité du projet. Ce qui fonde les théories de l'action raisonnée (Ajzen, 1975; Ajzen et Fishbein, 1980) et du comportement planifié (Ajzen, 1985, 1987, 1991).

L'approche d'analyse des traits de personnalité cherche à savoir ce qui différencie l'entrepreneur des autres acteurs de la vie économique. Ainsi ont été testées avec fortunes diverses et des résultats parfois contradictoires le besoin d'accomplissement, la confiance en soi et le « locus of control », le goût pour l'indépendance et l'autonomie, l'aversion pour le risque.

Selon Ajzen (1991), Boissin *et al.* (2008), les modèles d'intention désignent trois groupes de facteurs pour expliquer la décision de création d'entreprise. Il s'agit des :

- **attitudes associées au comportement** qui sont inhérentes à l'existence d'une idée ou d'un projet de création plus ou moins formalisé ainsi qu'à la recherche d'informations ;
- **les normes subjectives** qui peuvent s'exprimer par le besoin d'accomplissement, la recherche de l'autonomie, la propension à la prise de risque et l'existence de modèles d'entrepreneur ;
- **des perceptions du contrôle comportemental** qui se constituent à partir de l'accumulation des capitaux humain et financier issus des expériences professionnelles et

---

<sup>1</sup> Cette théorie cherche à savoir ce qui différencie l'entrepreneur des autres acteurs de la vie économique. Ainsi ont été testées avec fortunes diverses et des résultats parfois contradictoires le besoin d'accomplissement, la confiance en soi et le « locus of control », le goût pour l'indépendance et l'autonomie, l'aversion pour le risque.

associatives, des programmes ou des formations en entrepreneuriat, de l'accessibilité des ressources financières, des informations et conseils.

Dans ce sens, les variables usuelles des tests empiriques de cette théorie sont : l'âge, le sexe, le statut, le niveau de « locus of contrôle », le besoin d'accomplissement et les attitudes envers les gens, les attitudes envers les institutions. Ces facteurs affectent la désirabilité et la faisabilité de la création d'entreprise, la prise de risque et l'existence de modèles d'entrepreneur.

Cette recherche a pour objectif d'analyser les déterminants de l'entrepreneuriat féminin dans le contexte particulier du Bénin. A ce titre, elle s'appuie sur une posture méthodologique qu'il convient de présenter.

## 1. Matériel et méthodes

Cette recherche se veut descriptive et analytique. Elle combine des approches sociologique et économique en vue d'une analyse approfondie des déterminants de l'entrepreneuriat féminin au Bénin. Dans cette perspective, cette recherche adopte une démarche méthodologique à la fois qualitative et quantitative. L'analyse documentaire, les entretiens individuels approfondis, les récits de vie, l'observation directe et l'enquête par questionnaire ont été les principales techniques de collecte des données. Il convient de préciser que certaines données statistiques présentées dans ce travail (tableau et graphiques) sont issues des résultats du deuxième Recensement Général des Entreprises au Bénin (RGE) de 2008.

L'analyse des déterminants de la décision de la femme d'entreprendre est basée sur un modèle binaire inspiré de l'approche de Yueh (2009). Ainsi, pour modéliser la décision d'entreprendre de la femme, nous considérons la spécification en réduite suivante :

$$y_i = 1 \left[ y_i^* = \alpha + \beta X_i + \varepsilon_i > 0 \right] \quad (1)$$

Où  $y_i$  n'est pas observable et vaut 1 si l'individu déclare avoir un statut d'indépendant ou être à son propre compte pour son activité principale et 0 si non.  $X_i$  est un vecteur de caractéristiques individuelles observables de la femme.

Le vecteur des variables est composé : de *l'environnement institutionnel* (statut légal de l'entreprise) ; *des caractéristiques de l'entrepreneur* (l'âge, le sexe, le niveau d'éducation, la zone de résidence, le nombre d'enfants, le niveau de vie, le niveau d'instruction et la catégorie socioprofessionnelle des parents, les caractéristiques sociodémographiques liées à la présence éventuelle d'un conjoint) ; *des conditions économiques* (le secteur d'activité, la situation socioéconomique du pays, le chômage ou le sous-emploi).

Nous considérerons ici que le seul revenu pris en compte dans la décision d'activité de la femme, en dehors du revenu salarial qu'elle obtient lorsqu'elle entreprend, est le revenu d'activité de son conjoint. Ceci revient à ne pas prendre en compte les diverses prestations sociales qui dépendent du revenu total du ménage et du nombre d'enfants. Ce choix est fait pour éviter les problèmes d'endogénéité du revenu non salarial des femmes. Remarquons que ne pas prendre en compte les autres allocations familiales – celles attribuées sans conditions de ressources dans la décision d'activité des femmes peut s'analyser comme si elles étaient incluses dans les composantes inobservées de la décision d'entreprendre ou non.

$\varepsilon_i$  est la réalisation d'une variable aléatoire, supposée iid (identiquement et indépendamment distribuée), et résumant l'ensemble des caractéristiques individuelles non observables constantes pouvant regrouper l'expérience antérieure de l'entrepreneur, les motivations de l'entrepreneur, l'attitude face au risque, la situation sur le marché du travail, le capital social etc.  $\beta$  est un vecteur de paramètres qui regroupe les coefficients associés aux variables explicatives observables. Dans ce cas, notre modèle qui ne les prend pas en compte pourrait s'apparenter à un modèle avec omission de variables et donc biaiser les estimations (Chamberlin, 1984).

De façon plus spécifique, la décision de l'entrepreneuriat estimée est :

$$y_i = 1 \left[ y_i^* = \alpha + \beta X_{eni} + \beta X_{cem} + \beta X_{cec} + \varepsilon_i > 0 \right] \quad (2)$$

Où  $X_{eni}$  est le vecteur de variables explicatives liées à l'environnement institutionnel ;  $X_{cem}$  celui variables explicatives liées aux caractéristiques de l'entrepreneur ;  $X_{cec}$  celui des variables explicatives liées aux conditions économiques.

Notre étude est basée sur des données en coupe transversale. Nous ne disposons donc pas d'informations sur les caractéristiques de l'individu ni sur son parcours professionnel avant l'enquête.

Les caractéristiques individuelles non observables telles que les motivations de l'entrepreneur, les préférences, le poids culturel, le vécu personnel, l'attitude face au risque, la situation sur le marché du travail peuvent fortement expliquer la décision d'entreprendre.

De même, la situation macroéconomique, notamment l'évolution du taux de chômage, au moment de la prise de décision d'entreprendre peut influencer le choix de la femme entre une activité salariale et non salariale. En effet, les difficultés à trouver un emploi salarié en période de conjoncture non favorable peut inciter certaines femmes à s'orienter vers l'auto-emploi pour sortir du chômage ce qui pourrait accroître sensiblement le taux d'entrepreneuriat. De même, une économie avec un secteur privé prépondérant offre plus d'opportunité aux demandeurs d'emploi réduisant ainsi les risques de chômage. Cette double causalité éventuelle entre l'entrepreneuriat et le chômage pose un problème d'endogénéité qui est à même de conduire à des estimations biaisées.

Nous adoptons deux approches dans cette recherche pour résoudre ces problèmes. Il s'agit d'une part de l'estimation en deux étapes (Heckman, 1979), et, d'autre part, de l'estimation des variables instrumentales (Pearl, 2000).

## 2. Résultats

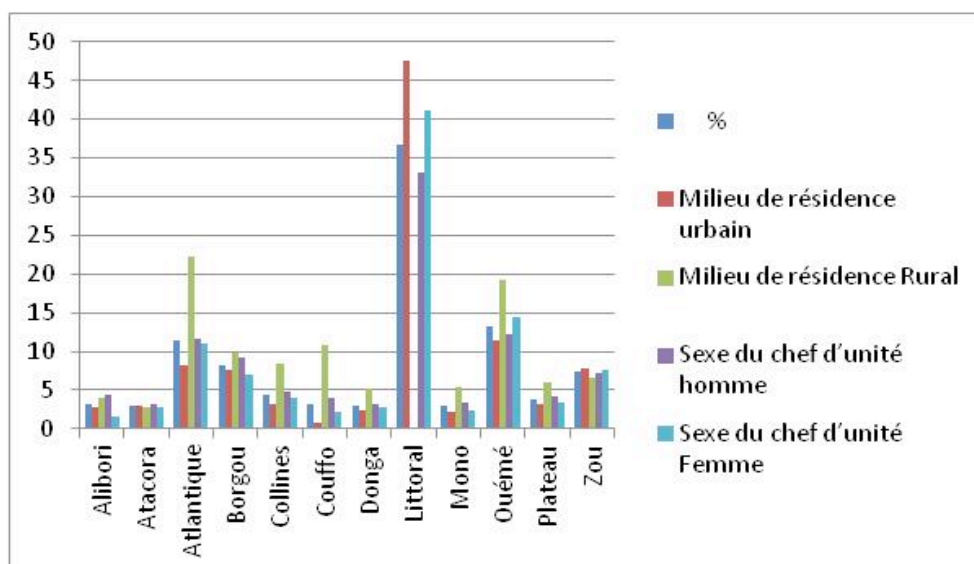
### 2.1. Déterminants sociaux de l'entrepreneuriat féminin

#### 2.1.1. Lieu de résidence

Le deuxième Recensement Général des Entreprises au Bénin (RGE, 2008) a permis de saisir l'occupation ou la raison sociale des hommes et des femmes entrepreneures des différentes branches d'activités à travers les douze départements que compte le pays. En effet, cette étude a recensé 151 300 unités de production dont environ 43% dirigées par les femmes. Le

graphique ci-après présente la proportion d'individus actifs par département, par milieu et par sexe. Précisons ici qu'un entrepreneur est toute personne, chef d'unité de production, ayant pris part à l'enquête et qui a entre 15 et 64 d'âge ans pendant la période de l'enquête. Cette tranche d'âge est en effet la population active en vigueur selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT, 1998) et celle qui a été retenue dans le cadre de cette recherche.

**Graphique 1: Répartition des entrepreneurs recensés selon le département**

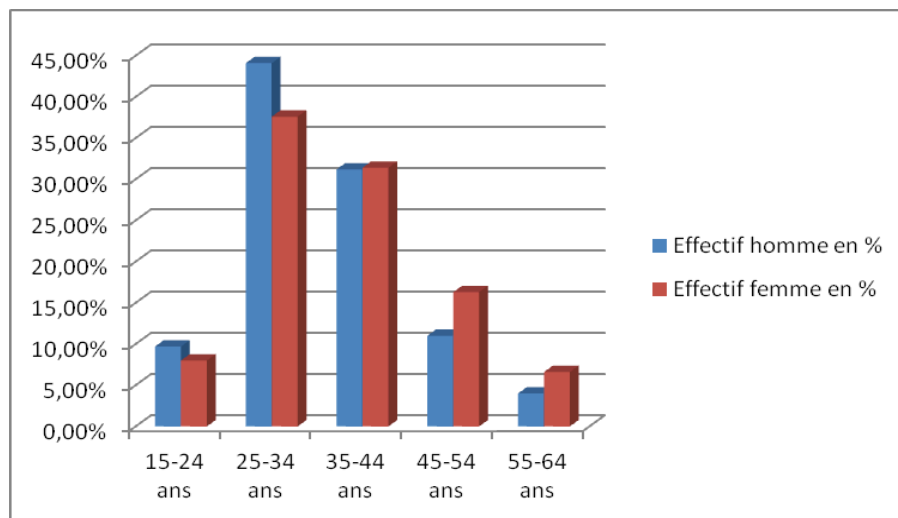


Source : Réalisé à partir des données du Recensement Général des Entreprises, 2008.

La lecture de ce graphique révèle que le département le plus urbain (le Littoral) est celui qui a enregistré plus d'entreprises dirigées par les femmes (41,1% contre 33,03% d'entreprises dirigées par les hommes). Le département de l'Ouémé vient en seconde position avec 14,5% d'entreprises dirigées par des femmes contre 12,2% pour les hommes. Les départements du Zou, de la Donga et de l'Atlantique ont presque les mêmes proportions de chefs d'entreprises par sexe. Par contre, dans le reste des départements du Bénin, on note plus d'hommes chefs d'entreprises que de femmes. Par ailleurs, il apparaît que l'entrepreneuriat féminin est plus favorable en milieu urbain que rural. Par exemple, dans le département du Littoral, les femmes entreprennent beaucoup plus que les hommes. On y dénombre en effet 41,1% de femmes chefs d'entreprises contre 33% d'hommes chefs d'entreprises. La tendance inverse s'observe dans le département de l'Alibori où 4,3% des chefs d'entreprises sont de sexe masculin contre 1,5% de femmes. De fait, les femmes sont plus portées à l'entrepreneuriat lorsqu'elles résident en milieu urbain.

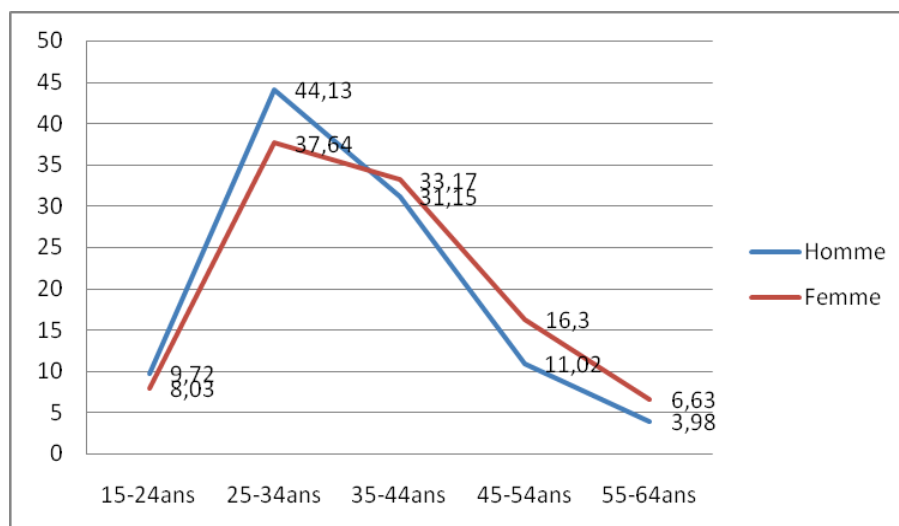
## 2.2. Age et nombre d'années d'expériences

Au Bénin, l'entrepreneuriat féminin est influencé par une variable comme l'âge. Comparativement aux hommes, les femmes n'entrent pas en entreprises au même moment. Le graphique ci-après présente les tranches d'âge du chef d'entreprise par sexe.

**Graphique 2: Tranche d'âge du chef d'entreprise par sexe**

Source : Réalisé à partir des données du RGE 2008

La répartition des chefs d'unités de production par sexe permet de dire qu'au Bénin, environ 45% des entreprises sont dirigées par des femmes. L'âge moyen des chefs d'entreprises est de 34,6 ans pour les hommes et de 36,6 ans pour les femmes. Cette différence, quoique faible, est statistiquement significative au seuil de 5%. La tranche d'âge de 25 à 44 ans (25-34 ans et 35-44 ans) est la plus active alors que la tranche d'âge de 55 à 64 ans est beaucoup moins représentée tant pour les hommes que pour les femmes. Le graphique ci-après présente la courbe d'évolution du chef d'entreprise selon le genre.

**Graphique 3 : Age du chef d'entreprise selon le genre**

Source : Réalisé à partir des données du RGE 2008

La répartition par tranche d'âge présente des allures irrégulières. Le graphique ci-dessus présentant l'âge du chef d'unité selon le genre, indique que l'entrepreneuriat est une fonction croissante de l'âge jusqu'à 34 ans quel que soit le sexe de l'entrepreneur. La courbe commence à baisser progressivement à partir de 35 ans. De plus, on constate que jusqu'à 35 ans d'âge (35-44 ans) la courbe des hommes se trouve au-dessus de celle des femmes avant de

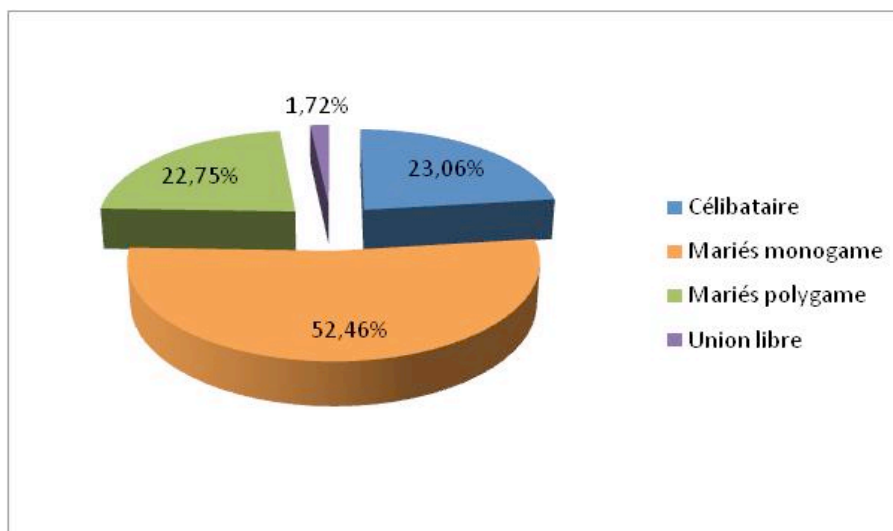
s'inverser. Ces résultats montrent un effet positif et significatif de l'âge sur la probabilité d'entreprendre de la femme. En effet, la probabilité d'entreprendre des femmes béninoises croît avec leur âge.

Par ailleurs, les femmes disposent généralement en moyenne de douze ans d'expérience professionnelle dans le domaine. Ceci révèle que malgré un niveau d'instruction faible, les femmes actives béninoises justifient d'expérience importante pouvant consolider leur savoir-faire. Cependant, nous n'observons pas de différence significative du nombre d'années d'expérience entre les femmes entrepreneurs et celles qui n'entreprennent pas. Cela laisse penser, à ce stade d'analyse, que l'expérience n'influence pas la décision d'entreprendre.

### 2.3. Situation matrimoniale

La situation matrimoniale des femmes constitue également un facteur déterminant de leur capacité entrepreneuriale. Le graphique ci-après présente la répartition des femmes entrepreneures selon leur statut matrimonial.

**Graphique 4 : Entrepreneuriat féminin selon le statut matrimonial**



Source : Réalisé à partir des données du Recensement Général des Entreprises (RGE) 2008

L'analyse de la situation matrimoniale des femmes entrepreneures au Bénin montre que 52,46% des femmes actives sont mariées monogames contre 23% célibataires. En outre, il ressort de la lecture de ce graphique que 22,75% des femmes sont dans un ménage polygamique, tandis que 1,72% vivent en union libre.

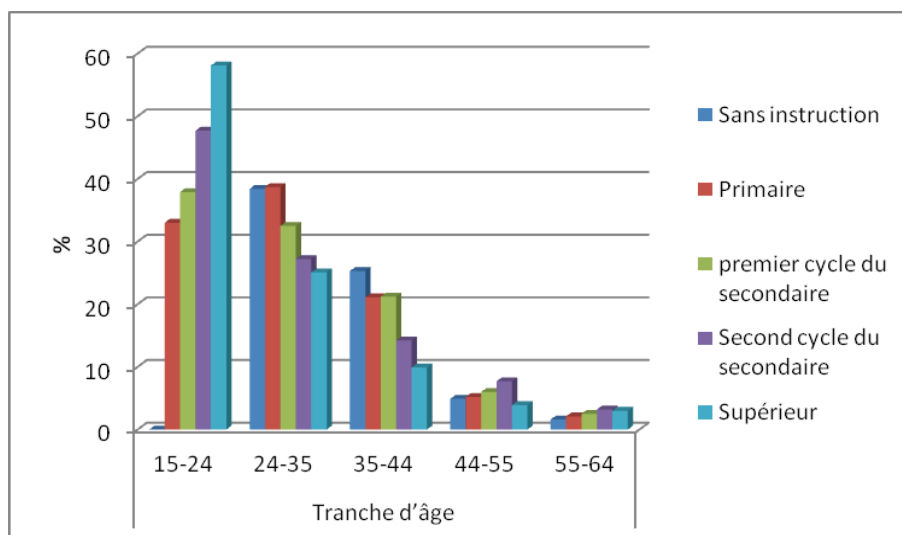
Par ailleurs, les femmes entrepreneures ont en moyenne 1,81 enfants et vivent pour la majorité dans un ménage pauvre ou moyen (55,17%). Elles ont généralement à charge près de 1,36 petits fils et 1,5 neveux ou nièces. Dans cette perspective, on constate que la présence et le nombre d'enfants dans le ménage pénalisent l'entrepreneuriat féminin. En effet, le fait pour une femme d'avoir dans son ménage ses propres enfants, ses neveux/nièces ou encore des petits fils/filles réduit sa probabilité d'entreprendre.

### 2.5. Niveau d'instruction



Le niveau d'instruction constitue une variable déterminante de la capacité des femmes béninoises à entreprendre. Le graphique ci-après présente les dispositions des femmes à entreprendre selon leur niveau d'instruction.

**Graphique 5 : Niveau d'instruction des femmes entrepreneures par tranche d'âge**  
(% de chefs d'entreprises)



Source : Réalisé à partir des données du RGE 2008

Ce tableau montre que les femmes entrepreneures de générations plus jeunes sont plus instruites que celles des plus anciennes. Cela est d'autant plus vrai avec les niveaux primaire et secondaire (cycle 1 et 2). En effet, 38,4% des femmes entrepreneures de 15-24 ans sont instruites de niveau primaire contre 32,5% des femmes entrepreneurs de 35-44 ans d'une part et celles de 55-64 ans d'autre part. Ceci est sans doute la résultante des politiques en faveur de l'éducation des filles (gratuité de l'école primaire) de cette dernière décennie au Bénin. Toutefois, le niveau d'instruction des femmes entrepreneures varie en fonction de la zone de résidence de celles-ci, comme l'illustre le tableau ci-après.

**Tableau 1 : Niveau d'instruction des femmes entrepreneurs par zone de résidence (% des chefs d'entreprises)**

Niveau le plus élevé d'instruction	Zones de résidence	
	<i>Urbaine</i>	<i>Rurale</i>
Sans instruction	34, 3	53, 5
Primaire	34, 5	31, 9
Premier cycle du secondaire	21, 7	11, 8
Second cycle du secondaire	6, 7	2, 1
Supérieur	2, 9	0, 7

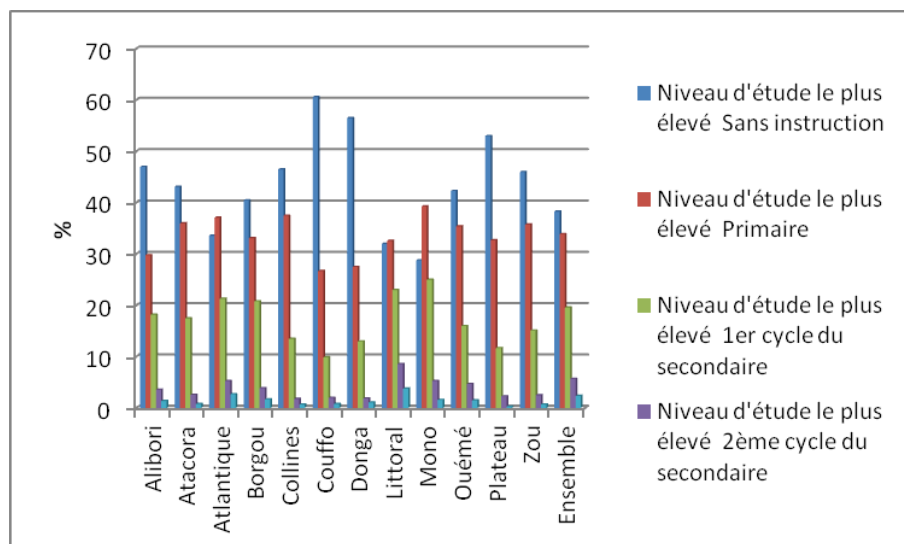
Source : Réalisé à partir des données du RGE, 2008.

Il ressort de la lecture de ce tableau l'existence d'écarts significatifs dans la capacité des femmes à entreprendre si l'on se réfère à la zone de résidence ; les femmes entrepreneures du milieu rural étant moins instruites que celles du milieu urbain. En effet, moins de 5 femmes entrepreneures sur 10 (46,4%) du milieu rural sont instruites contre environ 7 femmes chefs



d'entreprise sur 10 en milieu urbain. Cette disparité s'observe également lorsque l'on analyse la répartition des femmes entrepreneures (en %) selon le département.

**Graphique 6 : Répartition des femmes entrepreneures  
(en %) selon le niveau d'instruction et par département**



Source : Réalisé à partir des données du RGE, 2008.

Il en découle qu'au niveau départemental, on observe une remarquable différence en ce qui concerne le niveau d'instruction. C'est dans le département du Couffo que la proportion de femmes entrepreneures sans instruction est la plus élevée (environ 61%). Viennent ensuite les départements de la Donga (56,5%), de l'Ouémé (53%). A l'opposé, nous observons les proportions les plus faibles des femmes entrepreneures sans instruction (respectivement 29% et 32%) dans les départements du Mono et du Littoral. Dans ce sens, le Littoral, de par son statut particulièrement urbain enregistre la plus grande proportion de femmes entrepreneures avec environ 4% ayant le niveau du supérieur et 9% ayant le niveau du second cycle du secondaire.

Subséquent, il apparaît que la situation des parents, notamment le niveau d'instruction du père constitue un facteur favorable à l'entrepreneuriat féminin. En effet, la capacité des femmes à entreprendre varie selon le niveau d'instruction du père. 82,7% des femmes dont le père n'a aucun niveau d'instruction sont des entrepreneures. Parallèlement, 11,32% seulement des femmes dont le niveau d'instruction du père est le primaire entreprennent alors cette proportion est de 5,98% pour les femmes dont le niveau d'instruction du père est le secondaire et plus. Il en résulte donc que plus les pères sont instruits, moins les filles entreprennent, car leur niveau élevé de scolarisation leur permet d'exercer dans des emplois salariés (dans l'administration publique ou privée).

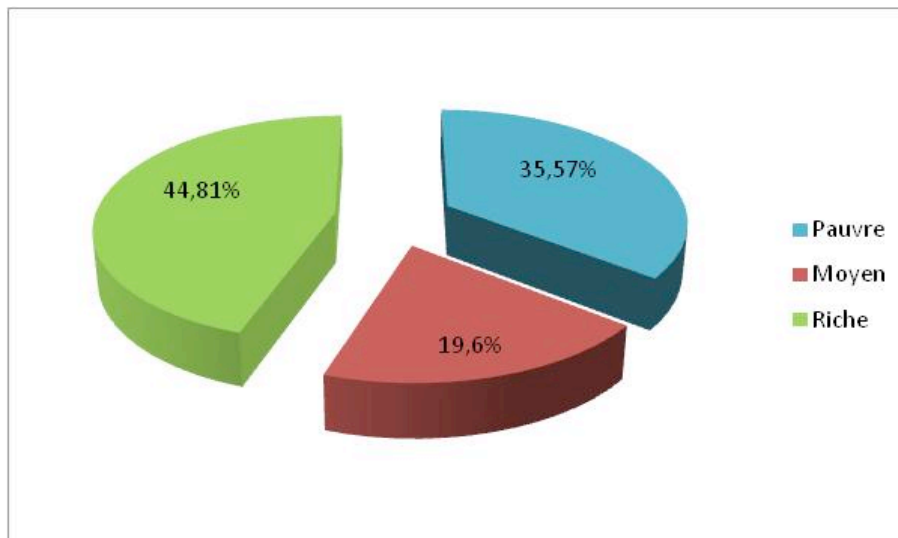
Dans la même perspective, il ressort que la majorité (64,95%) des femmes qui entreprennent ont un conjoint qui n'a aucun niveau d'instruction. Seulement 19,27% ont un conjoint de niveau primaire et 15,77% de niveau secondaire et plus. De fait, il apparaît que plus l'époux est instruit, moins sa conjointe entreprend.

## 2.2. Déterminants économiques de l'entrepreneuriat féminin

### 2.2.1. Situation de richesse du couple

La situation de richesse du couple constitue un facteur déterminant de la capacité de la femme à entreprendre. En effet, les femmes entreprennent différemment selon qu'elles appartiennent à des couples pauvres, moyens ou riches. Le graphique ci-après présente la propension des femmes à entreprendre selon le niveau de richesse de leur ménage.

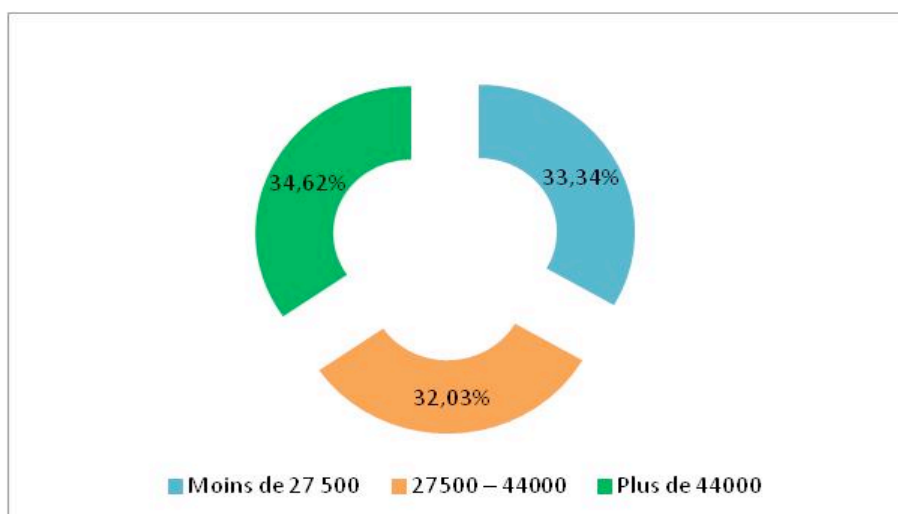
**Graphique 7 : Entrepreneuriat féminin selon l'indicateur de richesse du couple.**



Source : Réalisé à partir des données du RGE 2008

La lecture de ce graphique révèle qu'une proportion non négligeable de femmes entrepreneures (44,81%) vit dans un ménage riche. Par contre, 35,57% des femmes qui entreprennent sont issues d'un ménage pauvre, contre 19,6% qui proviennent d'un ménage moyen. Plus la femme provient d'un couple riche, plus elle est donc portée vers l'entrepreneuriat car elle accède plus facilement à un capital de départ (dons, crédits auprès des parents notamment).

Par ailleurs, l'entrepreneuriat féminin reste également influencé par la situation professionnelle du conjoint. En effet, le revenu du conjoint constitue une variable essentielle dans l'engagement de la femme à entreprendre. Le graphique ci-après présente la capacité entrepreneuriale des femmes selon le revenu du conjoint.

**Graphique 8 : Entrepreneuriat féminin selon le revenu mensuel du conjoint**

Source : Réalisé à partir des données du Recensement Général des Entreprises, 2008.

De la lecture de ce graphique, il ressort que le revenu mensuel du conjoint influence l'entrepreneuriat féminin. En effet, 34,62% des femmes dont le conjoint a un revenu mensuel supérieur à 44 000 FCFA (environ 67 euros) sont des entrepreneures. Cette proportion est de 32,03% pour les femmes dont le revenu mensuel du conjoint est compris entre 27 500 et 44 000 FCFA (42 à 67 euros) contre 33,34% contre celles dont le revenu mensuel du conjoint est inférieur à 27 500 FCFA (42 euros). Il en découle donc qu'une plus grande autonomie financière du conjoint influence inéluctablement la capacité entrepreneuriale de la femme. Ces résultats corroborent ceux relatifs à la situation de richesse présentés plus haut et selon lesquels les femmes appartenant à des couples riches (44,81%) entreprennent plus que celles appartenant à des ménages pauvres (35,57%) vit dans un ménage riche. De fait, si le niveau d'instruction du conjoint n'influence pas forcément l'entrepreneuriat féminin, il apparaît que le revenu mensuel de celui-ci constitue un facteur favorable au développement de l'entrepreneuriat féminin.

#### 2.2.2. Accès au microcrédit

La quasi-totalité des entreprises interrogées (97%) n'ont pas pu obtenir un crédit de financement au démarrage de leurs activités. Le reste (3%) a déclaré avoir reçu plusieurs types de crédits. Il s'agit des financements sous forme de crédit fournisseur, de crédit documentaire, de découvert, d'avance de caisse et de crédit en fond de roulement. Parmi ceux-ci, les femmes entrepreneures représentent 54%.

Pour le développement de leurs activités au cours de l'exercice 2007, la valeur minimale de crédit reçu par les femmes entrepreneurs est de 5 000 FCFA pour un maximum de 2 800 000 000 FCFA. En effet, le crédit moyen reçu est de 34,5 millions FCFA et le crédit moyen en termes de découvert reçu par les femmes entrepreneurs du Bénin est de l'ordre de 53 millions de francs CFA. Par ailleurs 8,62% des unités de production recensées ont obtenu des financements de prêts de plusieurs institutions bancaires et de micro-finance.

Parmi les entreprises dirigées par les femmes qui ont bénéficié d'un financement de prêt, 4,28% sont issues des entreprises formelles et 17,45% ont une tenue de comptabilité écrite formelle ou simplifiée. Parmi elles on dénombre 59,21% d'entreprises commerciales et 38,25% d'entreprises artisanales. Il s'en suit qu'il y a une corrélation entre la formalisation de l'entreprise et l'accès au crédit dans les institutions bancaires.

L'évaluation du chiffre d'affaires d'une entreprise est conditionnée par la tenue ou non d'une comptabilité. L'analyse des résultats du recensement montre que plus de 8 unités de production sur 10 (84,36%) ne tiennent pas de comptabilité (simple et/ou formelle) dans la gestion de leur flux de trésorerie et 15,64% ont une comptabilité écrite formelle et/ou une comptabilité simplifiée. Il faut pourtant noter que le niveau d'instruction du chef d'une unité de production recensée en 2007 significativement corrélé avec la tenue de comptabilité dans son entreprise.

### 3. Discussion

La triangulation des résultats montre que les femmes âgées de 15 à 34 ans entreprennent moins que celles des âges supérieurs. Cela traduit le fait que les femmes commencent tard (à partir de 35 ans) la création et la gestion des entreprises mais restent plus longtemps que les hommes. Ces résultats sont contraires à la théorie des firmes qui stipule que la motivation d'entreprendre diminue avec l'âge. Toutefois, lorsqu'on endogénéise l'emploi et qu'on contrôle le biais de sélection, l'âge cesse d'être déterminant dans la décision d'entreprendre. Nous en déduisons que l'effet positif de l'âge sur l'entrepreneuriat obtenu avec les estimations Probit et Logit traduit plus la difficulté pour les jeunes femmes à avoir un emploi salarié qu'à entreprendre. Cette difficulté est sans doute la conséquence de la poursuite des études d'une part, et le résultat d'une fécondité plus active d'autre part. Aux âges jeunes, les femmes poursuivent leurs études ou suspendent l'activité pour des raisons de fécondité. En effet, la mise en couple confère aux femmes des obligations supplémentaires telles que l'augmentation du temps consacré aux tâches ménagères et la pression familiale pour avoir des enfants (Béguy, 2009). Tout porte à croire que les femmes entreprennent une fois les obligations familiales remplies.

Par ailleurs, l'analyse de la situation matrimoniale des femmes entrepreneures montre que contrairement à la tendance généralement répandue, selon laquelle les femmes mariées à des polygames seraient plus enclines à entreprendre, il apparaît que la majorité des femmes entrepreneures appartiennent à des couples monogamiques. Les unions libres, le célibat tout comme le mariage polygamique ne sont donc pas favorables à l'entrepreneuriat féminin. Pourtant, les travaux de Coquery-Vidrovitch (1994) réalisés chez les Yoruba montrent que la quasi-totalité des épouses de polygames travaillent alors que les épouses monogamiques, presque exclusivement non Yoruba, restent au foyer.

Subséquent, il ressort des résultats de cette recherche que bien que le taux de naissance soit réduit et contrôlé au niveau des femmes chefs d'entreprise enquêtées (en moyenne 1,81 enfants), il n'en demeure pas moins que le nombre total d'enfants qu'elles ont en moyenne à charge au sein de leur foyer reste en moyenne de cinq enfants (enfants, cousins, neveux, etc.) du fait de la traditionnalité de la famille africaine, qui favorise la prise en charge d'enfants issus de la famille élargie. Dans le cas d'espèce, les enfants sont souvent particulièrement confiés à la cheffe d'entreprise afin qu'elle les initie à l'entrepreneuriat. Cette forme d'initiation à l'entrepreneuriat est également évoquée par Coquery-Vidrovitch (*op. cit.*) lorsqu'elle démontre que la dynastie des revendeuses du Togo est constituée de femmes qui apprennent le métier, comme aides-revendeuses, par exemple auprès d'une tante maternelle qui les a

parfois fait venir de la campagne. Sans risque de se tromper, on peut donc déduire que la famille élargie constitue un facteur déterminant de l'entrepreneuriat féminin. C'est d'ailleurs pourquoi Birley (1995) soutient à juste titre que la famille et les amis sont par exemple très utiles notamment lorsqu'il s'agit d'une implantation locale d'une entreprise particulièrement pour le choix des employés et la vente des produits ou des services. Comme le rapportent Rwenge Mburano, Njeri et Maina (2013), l'entrepreneuriat n'est donc pas un phénomène solitaire et autonome qui réussit à l'écart des aides et des déterminants familiaux. Les femmes entrepreneures s'appuient souvent, pour débiter, sur les réseaux du père ou du mari ou parfois des expériences déjà en affaires et qui ont réussi. Dans ce contexte, l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques [OCDE] (2004) soutient que l'étude de l'entrepreneuriat féminin ne peut négliger le rôle des politiques familiales. En effet, les mesures axées sur la famille exercent un effet positif sur l'entrepreneuriat féminin, car elles permettent aux femmes de gérer plus librement leur temps étant donné que ce sont-elles qui essentiellement continuent de s'occuper des enfants. La diversification des possibilités de garde des enfants (crèches, vido-mégon, etc.) ou d'entretien des maisons permet aux femmes de gagner davantage de temps à consacrer à leurs entreprises. Toutefois, il convient de préciser que les résultats de la présente recherche montrent que lorsque la femme a plus de 3 enfants à bas âge, sa capacité à entreprendre est réduite.

L'augmentation du nombre d'enfants à charge (en moyenne cinq enfants à la charge des femmes entrepreneures) contraint en réalité la femme à consacrer la majorité de son temps aux activités ménagères et aux soins des enfants, réduisant ainsi le temps disponible pour une activité génératrice de revenu. Cependant, cet effet négatif du nombre élevé d'enfants sur l'entrepreneuriat s'annule dès lors qu'on endogénéise l'emploi. Ceci implique que la « taxation familiale » pénalise l'emploi en général car génère des coûts d'activité très élevés (Edon et Kamionka, 2007, 2010). De même nous observons un effet négatif du mariage sur l'entrepreneuriat. La mise en couple augmente le temps que consacre la femme aux tâches ménagères comparativement à l'homme. Ce qui rend difficile la conciliation d'un emploi avec une vie de famille (Edon et Kamionka, *op. cit.*).

En outre, il ressort des données empiriques que 76,94% des femmes entrepreneures n'ont aucun niveau d'instruction. Potter (2008) explique cette situation par le fait que indépendamment de leur type d'études, la formation des jeunes femmes diplômées, ne leur permet généralement pas de créer leur propre entreprise et qu'une formation en entrepreneuriat pendant leur parcours universitaire s'avère nécessaire. Il apparaît donc que la forte proportion des femmes non instruites dans l'entrepreneuriat s'explique par le long processus de socialisation auquel elles sont soumises avant leur maturité contrairement aux femmes instruites. Les femmes non instruites sont donc plus portées à l'entrepreneuriat contrairement à celles instruites. Ce point de vue est confirmé par les travaux de Coquery-Vidrovitch (1994). En s'intéressant à la capacité de mobilisation financière des femmes entrepreneurs, l'auteure démontre que le niveau d'instruction ne pourrait constituer un obstacle à l'entrepreneuriat féminin. En effet, malgré leur faible scolarisation, les commerçantes des générations les plus anciennes ont très tôt disposé de crédits, voire de découverts importants auprès des banques locales qui connaissaient leur solvabilité. Dans cette dynamique, Kakpo (présidente de l'Association nationale des commerçantes du Bénin) cité par Skard (2004) affirme que : "c'est possible d'être une femme d'affaires compétente sans être allée à l'école...". Plus récemment, Bernard, Le Moign et Nicolaï (2013) admettent ce point de vue dans leurs travaux sur l'entrepreneuriat féminin, car ils démontrent que le fait d'être "peu diplômé" pour une femme n'a pas un effet négatif sur la probabilité pour elle de se lancer dans l'entrepreneuriat.

Parallèlement, les auteurs montrent qu'on observe une réduction de l'effet positif de la variable « diplômes du supérieur » sur la capacité entrepreneuriale des femmes.

En revanche, il convient de préciser que le faible niveau d'instruction de la population active féminine notamment celle béninoise peut être un frein au développement de leurs entreprises. Selon la théorie économique relative aux firmes, le niveau d'instruction du promoteur d'une entreprise est positivement corrélé avec la performance de l'entreprise. En effet, l'accumulation du capital humain à travers l'instruction améliore les compétences et les aptitudes des individus tout en facilitant l'accès à la connaissance, au capital ainsi que le recrutement de personnel qualifié. C'est ce que démontre également l'OCDE (2004), lorsqu'elle soutient que l'inaccessibilité des femmes à l'enseignement de base les exclut presque totalement de l'entrepreneuriat, car il les empêche d'accéder à l'information qui leur permettrait d'identifier et d'évaluer différentes opportunités. L'analphabétisme constitue une tendance lourde leur capacité à exploiter une opportunité. L'incapacité à lire, à écrire ou à compter fait courir deux risques à la femme entrepreneur : elle est plus susceptible, premièrement, d'être financièrement exploitée par autrui et, deuxièmement, de devoir travailler dans le secteur informel. Conséquemment, les femmes entrepreneurs sont quotidiennement incapables de protéger efficacement leur entreprise, car elles ne sont toujours pas en mesure d'avoir un patrimoine personnel, celui-ci étant détenu par leur mari ou par un autre membre masculin de leur famille. Le secteur informel constitue un problème étroitement lié à celui-ci. (OCDE, *op. cit.*). La littérature économique existante sur l'entrepreneuriat notamment Montgomery et *al.* (2005) établit un lien positif entre les performances d'une entreprise et le niveau d'étude du promoteur.

Dans une autre perspective Bossin et *al.* (2008) montrent qu'il existe une relation positive entre l'entrepreneuriat des parents (père ou mère) et celui des enfants. Ce résultat semble se confirmer ici où 68,70% des femmes descendantes de pères entrepreneurs entreprennent aussi. Cependant, un tel point de vue s'oppose à celui de Coquery-Vidrovitch (1994) qui démontre que les "Nana Benz", souvent analphabètes ou peu scolarisées, avaient en 1977, 18% seulement de leurs filles travaillant encore dans l'activité de leurs mères. Les trois quarts en revanche étaient salariées : fonctionnaires, sages-femmes, institutrices, secrétaires... L'auteur note également que l'activité de la femme entrepreneure, surtout lorsqu'elle est mariée, reste en général en relation avec celle de son mari : les femmes de matelot ou de pêcheur s'adonnent au commerce du poisson ; celles des petits fonctionnaires ou employés tiennent plutôt un commerce à domicile pour les besoins du voisinage.

Par ailleurs, l'entrepreneuriat des femmes dans le contexte béninois reste aussi influencé par des déterminants d'ordre économique. Selon les résultats de cette recherche, la majorité des femmes entrepreneures (44,81%) proviennent d'un ménage riche. Les femmes issues d'un couple riche sont donc portées vers l'entrepreneuriat au Bénin. Bernard, Le Moign et Nicolaï (2013) démontrent contrairement à ce point de vue que le niveau de revenu constitue très clairement une contrainte motivante pour les plus faibles revenus et à l'inverse une moindre incitation à se compliquer la vie, pour les plus hauts, une fois que l'on « contrôle » par les variables témoignant de la confiance en soi.

De même la propension des femmes à entreprendre varie en fonction de leur accessibilité aux microcrédits. Les financements en provenance des banques nationales et internationales sont quasi inexistantes confirmant les résultats, surtout en ce qui concerne les difficultés rencontrées dans le développement des activités. Les institutions de micro finance offrent 6% de prêts aux entreprises dont 4,74% en provenance des micro- finances formelles et 1,27% des informelles (EMICoV, 2011). Il ressort également des analyses que la tenue de comptabilité croît en



fonction du niveau d'instruction dans le groupe des hommes entrepreneurs. En ce qui concerne les femmes, les résultats montrent que la proportion des entreprises ne disposant pas de comptabilité décroît avec le niveau d'éducation des femmes chefs d'entreprise mais cela n'améliore pas la tenue des comptes. Lorsque les femmes-chefs des unités de production ne sont pas instruites (aucun niveau), il n'existe aucune différence significative quant à la tenue ou non d'une comptabilité écrite formelle et/ou simplifiée. Toutefois, il faut reconnaître une variation du chiffre d'affaires parmi les entreprises qui ont une tenue de comptabilité. Ainsi, le chiffre d'affaire moyen de ces entreprises qui est de 35,7 millions FCFA pour l'exercice de 2007, se trouve en-dessous du chiffre d'affaire mobilisé dans les trois secteurs d'activités suivants pendant cet exercice : Bâtiments et Travaux Publics BTP (256 millions de FCFA) ; Industrie (762 millions de FCFA) et Transport (517 millions de FCFA). On constate également que les entreprises dirigées par les hommes ont un chiffre d'affaire moyen environ 3 fois plus important que le chiffre d'affaire moyen des femmes. Ce constat confirme les résultats des chercheurs qui ont montré que souvent les femmes sont dans des secteurs d'activités peu productifs (Maldonado, 1983, Onibon 1995), même si une catégorie, parmi elles arrivent à émerger avec des revenus substantiels dans le commerce international par exemple (Onibon, 2001).

## Conclusion

Les déterminants de l'entrepreneuriat féminin ont été analysés avec le modèle économétrique de HECKMAN qui est un modèle multinomial. Les variables d'analyse portent sur les caractéristiques socioéconomiques des femmes entrepreneures, de leurs parents et conjoints. Le diagnostic sur le modèle révèle le risque d'un biais de sélection qui est corrigé par le choix de l'option de l'estimation en deux étapes qui permet également d'apprécier l'effet de la sélection. La triangulation des résultats permet de classer les déterminants de l'entrepreneuriat féminin en deux catégories : les déterminants sociaux et ceux économiques. Sur le plan social, il apparaît que le niveau d'instruction influence l'entrepreneuriat féminin. En effet, lorsque les femmes n'ont aucun niveau d'instruction elles entreprennent beaucoup plus ; alors qu'en revanche leur capacité entrepreneuriale reste faible quand elles ont un niveau d'études primaire, secondaire et plus. Les résultats de cette recherche révèlent également que plus le niveau d'instruction du père et du conjoint est élevé, moins les femmes sont portées à l'entrepreneuriat. Parallèlement, il convient de préciser que dans 68,70% des cas, les femmes entrepreneures ont des parents (notamment des mères) entrepreneurs. En outre, l'âge et le nombre d'années d'expériences constituent aussi des variables qui exercent une influence sur l'entrepreneuriat féminin. Car, la propension entrepreneuriale des femmes est réduite lorsqu'elles sont plus jeunes du fait notamment des contraintes liées à la maternité alors qu'elle atteint son pic maximal (37,64%) à l'âge de 34 ans. De plus, il apparaît que les femmes qui entreprennent ont en moyenne douze ans d'expériences dans le domaine. C'est dire donc que les chances d'entreprendre des femmes qui n'ont aucun domaine dans l'entrepreneuriat restent faibles. En outre, le statut matrimonial a une incidence sur l'entrepreneuriat féminin. Les femmes vivant en union libre (1,72%), célibataires (23%) et mariées polygames (27,75%) entreprennent moins que celles mariées monogames (52,46%). Enfin, le nombre d'enfants dans le ménage (enfant, petit-fils/fille neveu/niece) agit sur l'entrée des femmes en entreprises. Ainsi, par exemple, la capacité entrepreneuriale de la femme est réduite lorsqu'elle a plus de 3 enfants à bas âge.

Par ailleurs, sur le plan économique, l'entrepreneuriat féminin est influencé par la situation de richesse du couple et par l'accessibilité au microcrédit. En effet, les couples riches (44,81%) ont tendance à promouvoir l'entrepreneuriat féminin que les ménages pauvres (35,57%) et



moyens (19,6%). Il apparaît également que l'entrepreneuriat féminin est relativement déterminé par le salaire mensuel des conjoints. Dans ce sens, 34,62% des femmes dont le conjoint a un revenu mensuel supérieur à 44 000 FCFA (environ 67 euros) sont des entrepreneures alors que cette proportion est de 32,03% pour les femmes dont le revenu mensuel du conjoint est compris entre 27 500 et 44 000 FCFA (42 à 67 euros). Quant à l'accès au crédit, il convient de préciser que cette variable est fortement influencée par la formalisation de l'entreprise. Ainsi, la non tenue de la comptabilité (simple et/ou formelle) dans la gestion de leur flux de trésorerie influence à 84,36% la capacité des entreprises féminines à obtenir des microcrédits ou du financement auprès des institutions bancaires. En somme, l'entrepreneuriat féminin reste donc influencé par des facteurs sociaux et économiques que cette recherche s'est donnée pour vocation de décrire et d'analyser. Néanmoins, il importe de s'interroger sur les impacts que peuvent avoir l'entrepreneuriat féminin sur le bien-être social des populations béninoises.

## Références bibliographiques

- Adjamagbo, A., Antoine, P., Béguy, D., Dial, F. B. (2009). Comment les femmes concilient-elles mariage et travail à Dakar et à Lomé.
- Ajzen et Fishbein, 1980, Belief, attitude, intention and behavior: an introduction to theory and research, Reading, MA, Addison Wesley.
- Ajzen, I. (1985). From intentions to actions : A theory of planned behavior. In J. Kuhl & J. Beckman (Eds.), Action-control: From cognition to behavior, pp. 11-39. Heidelberg: Springer.
- Ajzen, I. (1987). Attitudes, traits, and actions: Dispositional prediction of behavior in personality and social psychology. In L. Berkowitz (Ed.), Advances in experimental social psychology, Vol. 20, pp. 1-63. New York, Academic Press.
- Ajzen, I. (1991). The theory of planned behavior. Organizational Behavior and Human Decision Processes, University of Massachusetts, pp. 179-211.
- Baumol, W. J. (1990). Entrepreneurship: Productive, Unproductive, and Destructive. Journal of Political Economy, vol. 98.
- Bernard, C., Le Moign, C. et Nicolai, J-P. (2013). L'entreprenariat féminin. Document de travail du Centre d'analyse stratégique. Consulté le 6 mai 2016, [www.strategie.gouv.fr](http://www.strategie.gouv.fr).
- Boissin, J.-P., Chollet, B. et Emin, S. (2008). Les croyances des étudiants envers la création d'entreprise, un état des lieux. Revue française de gestion, n° 180, pp. 25-43.
- Coquery-Vidrovitch, C. (1994). Les africaines. Histoire des femmes d'Afrique noire du XIXème au XXème siècle. Paris, Editions Desjonquères.
- Edon et Kamionka (2007). Modélisation dynamique de la participation au marché du travail des femmes en couple. Annales d'économie et de statistique, N°85.
- Fishbein, M.A. et Ajzen, I. (1975). Belief, attitude, intention and behavior: an introduction to theory and research, Reading, MA, Addison Wesley.
- Heckman, J. J. (1979). Sample selection bias as a specification error, Econometrica, Vol. 47, N°. 1.
- Maldonado (1983). L'économie informelle en Afrique francophone : structure, dynamiques et politiques. Print group, Genève.
- Montgomery, M., Johnson, T. et Faisal, S. (2005). What kind of capital do you need to start a business: financial or human? The Quarterly Review of Economics and Finance, N°45, pp. 103-122.
- Onibon, Y. (1995). Femmes commerçantes au Bénin : de l'étalage à la conquête du marché international. Mémoire de DEA, Politiques et Pratiques Comparées du Développement, IEDES, Paris I, Sorbonne, France.

- Onibon, Y. (2001). Femmes d'affaires au Bénin : stratégies d'organisation, impacts économique, social et politique. Thèse de doctorat unique, Université Jean Monet de Sceaux, Paris XI.
- Potter, J. (2008). Entrepreneurship and higher education, OECD Edition.
- Rwenge Mburano, J-R., Njeri, K. et Maina, L. (2013). Facteurs Explicatifs de l'Entrepreneuriat Féminin en Afrique Sub-saharienne : Cameroun et Kenya. Rapport de Recherche du FR-CIEA N° 66/13
- Skard, T. (2004). Afrique des femmes. Afrique d'espoirs. Paris, L'Harmattan.
- Yueh, W. (2009). International Development : Ideas, Experience, and Prospects. Oxford University Press.